

Il y a longtemps, que les privilèges de caste ont disparu de ce pays. La plus grande partie de notre ancienne noblesse a laissé le Canada à la conquête et la plupart des nobles qui sont restés se sont éteints dans l'inertie : Aussi, qui voit-on arriver aux plus hautes positions de l'Etat ? les enfants des pauvres, qui sentent le besoin d'étudier et qui montent en s'aidant de l'intelligence et du travail.

Tout ici est démocratique, parce que chacun peut arriver à tout avec une noble ambition. Les conseillers législatifs nommés par la Couronne ne seront donc pas socialement des êtres supérieurs aux membres de la chambre des communes, ils ne devront leur élévation qu'à leur mérite propre. Ils vivront du peuple et avec le peuple comme nous.

Comment se ferait-il donc que n'ayant sur nous que l'avantage de n'être pas élus, ils ne subirait pas, dans une légitime mesure, l'influence de l'opinion extérieure ?

Il y a des hommes qui ont assez de patriotisme pour désapprouver tout ce qui se fait dans leur pays.

C'est un triste travers de l'esprit humain ! S'il y avait en autant de danger pour le parti libéral dans l'union que vous le dites, est-ce que M. TILLEY, le chef du gouvernement libéral du Nouveau-Brunswick, homme si plein de prévoyance et de jugement ? Est-ce que l'hon. député de South Oxford, votre ancien chef, dont vous ne niez pas, sans doute, le talent et l'expérience, l'auraient acceptée ? (Écoutez ! écoutez !)

Mais voyez plutôt ce qui se passe, en ce moment même, au Nouveau-Brunswick et à la Nouvelle-Écosse : ce que l'on est convenu d'appeler le *ticket* électoral fédéral se compose de six candidats pour la ville et le comté de St. John, N. B., et, dans la Nouvelle-Écosse, M. TUPPER, le chef d'un gouvernement conservateur, et M. ARCHIBALD et McCULLY, deux des chefs du parti libéral, se tiennent résolument par la main pour combattre pour la confédération. (Écoutez !)

Il faut être bien peu prévoyant pour ne pas voir que cet ordre de choses nouveau produira des combinaisons nouvelles comme en produisit la constitution américaine de 1788, où les citoyens et les hommes publics se rangèrent en deux camps pour y rester : le camp des partisans de l'unité nationale, et celui de la souveraineté des États.

N'ayons donc pas d'inquiétude sur l'avenir des partis.

Que fait au pays, du reste, la place que nous occuperons, l'hon. député d'Île-Royale et moi, dans la nouvelle constitution ? Que lui fait que nous y soyons en haut ou en bas, les premiers ou les derniers, les vaincus ou les vainqueurs, pourvu qu'il y soit heureux et qu'il y trouve le bonheur, la grandeur, la puissance et la prospérité dans le libre développement de ses ressources et de ses institutions !

Les adversaires de la confédération ne veulent pas de l'union des provinces au point de vue de la défense militaire.

Deux et deux feront toujours quatre, disent-ils, et, en unissant les populations des diverses provinces, vous ne donnerez pas plus de force à chacune contre l'ennemi commun, à moins, nous réplique facetieusement l'hon. député de Lotbinière, que vous ne fassiez un traité avec lui par lequel il s'engage à ne nous attaquer que sur un point à la fois pour nous permettre de l'y rencontrer avec toutes nos forces.

Oui, deux et deux font toujours quatre ; oui, vous avez raison ; la guerre des États-Unis avec l'Angleterre, dans notre condition coloniale, nous exposerait aux attaques de l'ennemi sur tous les points vulnérables des diverses provinces.

Mais, d'abord, l'union impose le chemin de fer intercolonial, et le chemin de fer, que n'affectionnent pas démesurément les deux chefs annexionnistes de l'opposition, permettra à l'Angleterre et aux provinces de transporter rapidement leurs troupes des parties les plus extrêmes du pays vers les points menacés du territoire national.

Sans le secours des chemins de fer, comment NAPOLEON III eût-il pu jeter, en quinze jours, 200,000 hommes dans les plaines de l'Italie pour y battre les Autrichiens à Magenta et à Solferino, et y remporter l'une des victoires les plus glorieuses et les plus sanglantes des temps modernes.

Mais, dans l'état avancé de notre civilisation, de notre commerce et de nos industries ; mais, avec tant d'éléments de grandeur, avec des sources de prospérité et de fortune si prodigieuses, avec une population de près de quatre millions déjà, devons-nous être si peu ambitieux que de ne pas même aspirer aller un jour prendre place au banquet des nations ?

Est-ce que nous serons éternellement colons et l'histoire du monde offre-t-elle des exemples d'une sujétion éternelle ? (Écoutez !)